

20 mai 1217 : seconde bataille de Lincoln (Angleterre).

Défaite du capétien Louis VIII dit le Lion (père de Saint Louis et fils de Philippe Auguste), entraînant la perte de la couronne d'Angleterre. Arrivé en Angleterre un an auparavant parce que les barons anglais ne veulent plus de leur roi (Jean sans terre), il est acclamé roi d'Angleterre à Londres (1216). Constatant un an plus tard qu'il n'est pas suffisamment maniable, les barons le boutent hors du pays.

20 mai 1756 : bataille navale de Port-Mahon (Minorque - Baléares).

Dans le cadre de la guerre de 7 ans (1756-1763), la flotte du lieutenant-général de la Galissonnière escorte un convoi de 12 000 Français qui débarquent sur l'île. L'amiral anglais Byng, avec une flotte de même taille attaque la Galissonnière mais doit rompre le combat. L'annonce de cette défaite à Londres déclenche la fureur de l'opinion publique anglaise. Byng est traduit en conseil de guerre, condamné à mort et exécuté (14 mars 1757).

20 mai 1896 : Djibouti devient une colonie française.

Sous le nom officiel de *Côte française des Somalis* et dépendances (Obock, Tadjoura, Gobad, Goubbet, Danakils) la colonie est créée et placée sous l'autorité du Ministre de France à Addis Abeba (Ethiopie).

20 mai 1929 : première inauguration de l'ossuaire de Douaumont.

Onze ans après la fin des combats de la Grande Guerre, Raymond Poincaré, président du Conseil, revient sur les hauteurs ravagées de la Meuse. Cette journée du 20 mai 1929 constitue la première inauguration de l'ossuaire de Douaumont. D'autres suivront - celle du président Gaston Doumergue un mois plus tard, puis celle du président Albert Lebrun en 1932 -, mais c'est bien au chef du gouvernement que revient l'honneur d'ouvrir la séquence.

Au lendemain de l'armistice de 1918, Charles Ginisty, évêque de Verdun, parcourt le champ de bataille jonché de cadavres. Avec le soutien du général Valantin, gouverneur de la place de Verdun, et de la princesse de Polignac, veuve de guerre, il décide d'édifier un ossuaire pour donner une sépulture décente à ces soldats et permettre à leur famille de se recueillir.

Le projet prend rapidement une dimension nationale. Reconnu par un décret le 3 décembre 1919 comme œuvre de guerre, le Comité de « *l'œuvre du souvenir des défenseurs de Verdun*,

monument de Douaumont élevé à la mémoire des soldats français et alliés glorieusement sur les champs de bataille de Verdun 1914-1918 » prend rapidement une envergure nationale. Composé d'un comité d'action regroupant une trentaine de personnalités et d'un comité de patronage placé sous la protection du maréchal Foch et du président de la République Raymond Poincaré, le comité de l'Œuvre use de sa force fédératrice pour recueillir les financements nécessaires et mener à bien son projet de construction d'un monument commémoratif national.

Poincaré n'est donc pas, ce 20 mai 1929, un visiteur de circonstance. Il est, depuis l'origine, l'une des hautes figures du « *comité de patronage* » du sanctuaire qu'il vient inaugurer.

L'évêque Ginisty va sillonner les continents pour rassembler les fonds nécessaires. De 1919 à 1932, l'évêque parcourt la France et le monde entier : 122 villes françaises et 18 villes étrangères font un don, tout comme le Canada en 1925 et les États-Unis en 1928. Le monument sera financé aux 9/10ème par les souscriptions privées.

Le projet architectural est attribué dès 1923. Il est remporté en 1923 par un trio d'architectes : Léon Azéma (Premier Grand Prix de Rome 1921), Max Edrei et Jacques Hardy. Les premières pierres sont scellées le 22 août 1920 par le maréchal Pétain et Mgr Ginisty. Le chantier s'étire ensuite pendant plus d'une décennie.

1927-1929 : la lente naissance d'un sanctuaire

Lorsque Poincaré arrive à Douaumont ce 20 mai 1929, le monument n'est pas encore achevé, mais il a déjà connu plusieurs étapes solennelles. Du 18 au 21 septembre 1927, les « *fêtes de Verdun et Douaumont* » comportent plusieurs temps forts, dont une inauguration partielle, le défilé de 52 cercueils contenant des ossements de soldats tombés dans les différents secteurs de Verdun et conduits vers leur sépulture définitive. Ce jour-là, Pétain et Pershing se serrent la main tandis que Raymond Poincaré magnifie l'amitié de la France et des États-Unis.

L'année 1929 voit s'enchaîner les rendez-vous mémoriels. Au printemps, c'est donc Poincaré qui ouvre le cycle. Puis, le 23 juin, le président de la République Gaston Doumergue inaugure la nécropole nationale, devant l'ossuaire toujours en construction. La nécropole est inaugurée le 23 juin 1929 en présence du président de la République Gaston Doumergue. Il faudra attendre encore trois ans pour l'inauguration officielle de l'ossuaire lui-même, le 7 août 1932, par le président Albert Lebrun.

Ce que Poincaré contemple, en ce mois de mai 1929, est déjà un monument unique en son genre. Le corps principal de l'ossuaire est constitué d'un cloître long de 137 mètres. Il est bordé de 18 alvéoles contenant chacun deux tombeaux en granite rose de Perros-Guirec, et se termine par deux absides contenant cinq tombeaux chacune. Il y a donc au total 46 tombeaux correspondant à 46 secteurs du champ de bataille. Dans chaque alvéole, des verrières projettent sur les tombeaux une lumière rouge, symbole du sacrifice.

Au-dessus, la tour s'élève à 46 mètres — un mètre par secteur de la bataille. Elle abrite déjà la cloche fondue à Orléans deux ans plus tôt. Au sommet de la tour, il y a une cloche de bronze de 2 042 kg, l'une des plus grosses du département. Elle est appelée « *Louise Anne Charlotte* »

ou « *Bourdon de la Victoire* » et sonne un do. Mgr Ginisty la baptisera cette même année 1929.

L'allégorie est puissante. Le monument évoque, pour certains, un glaive enfoncé en terre jusqu'à sa garde, dont seule émerge la poignée servant de lanterne. Pour d'autres, la tour représente un obus, symbole de l'industrialisation de cette bataille majeure de la Première Guerre mondiale. À l'entrée, gravé sur la porte de bronze, un mot suffit, en latin : *PAX*.

20 mai 1940 : campagne de France.

Rommel prend Arras et Guderian atteint la Manche à Noyelles : les forces alliées sont coupées en deux.



Guderian en mai 1940. On peut voir au premier plan la machine cryptographique ENIGMA.

Crédit : Bundesarchiv.

20 mai 1941 : les parachutistes allemands sautent sur la Crète.

L'opération *Merkur* est déclenchée au matin. 17 000 Allemands sont engagés : la moitié par largage de parachutistes sur trois aérodromes de l'île ; le restant débarque par bateaux. La bataille de Crète durera deux semaines. Elle se solde par une victoire allemande mais au prix de lourdes pertes (surtout chez les parachutistes) qui dissuaderont l'état-major allemand de tenter à l'avenir une opération aéroportée d'une telle envergure.

[Lire l'article dédié sur Theatrum Belli.](#)



20 mai 1955 : le CEA est reconnu « Maître d'œuvre en matière d'armement atomique ».

Un protocole d'accord est signé entre les Armées, le ministère des finances et le CEA.

Le 20 mai 1955, à Paris, trois ministres du gouvernement d'Edgar Faure apposent leur signature au bas d'un document destiné à demeurer secret pendant des décennies. Le protocole, rédigé sous le sceau du « *secret défense* », acte la reconnaissance du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) comme « *maître d'œuvre du programme d'armement atomique* » national.

Les signataires sont, selon plusieurs sources concordantes, Gaston Palewski, ministre délégué à la présidence du Conseil exerçant la tutelle sur le CEA, le général Pierre Kœnig, ministre de la Défense nationale et des forces armées, ainsi que Jean Gilbert-Jules, qui signe au nom du ministre des Finances et des Affaires économiques, Pierre Pflimlin. Le protocole stipulait qu'en raison du caractère d'intérêt national du programme arrêté, le budget de la Défense contribuerait pour 20 milliards de francs à son financement. La maîtrise d'œuvre unique du CEA sur le programme était confirmée, mais l'institution militaire y fut étroitement associée par la création de commissions mixtes armées-CEA, ainsi que par la nomination de représentants de l'institution militaire à des fonctions de responsabilité au sein du CEA.

Couvrant la période 1955-1957, ce premier protocole donne pour la première fois une coloration explicitement militaire à un programme nucléaire français jusque-là présenté comme purement civil. Il intervient dans un contexte international tendu, marqué par la course aux armements entre les deux Grands, la fin récente de la guerre d'Indochine, le début de la guerre d'Algérie et le rejet, l'été précédent, du projet de Communauté européenne de défense (CED). À travers ce texte, la France pose les bases administratives, financières et organisationnelles d'un programme qui aboutira, près de cinq ans plus tard, au tir « *Gerboise bleue* » du 13 février 1960 dans le désert algérien.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

20 mai 1969 : fin de la bataille d'Ap Bia (Vietnam).

Victoire sur le terrain, défaite dans les médias. L'aviation ainsi que l'infanterie US et sud-

vietnamienne donnent l'assaut final à la colline d'Ap Bia où sont solidement retranchés les derniers défenseurs nord-vietnamiens. Les Américains perdent une compagnie et ont plus de 300 blessés alors que les défenseurs sont anéantis (630 tués et un nombre indéfini de blessés).

Cette bataille apparaît à l'opinion publique américaine comme une boucherie (Ap Bia devint la bataille de **Hamburger Hill** !) lorsque les médias s'en font l'écho. Critiquée par des sénateurs US, l'opération initiale visant à causer un maximum de pertes chez les nord-vietnamiens, si elle réussit en partie sur le terrain, est perdue médiatiquement aux USA, l'état-major ne parvenant pas à rétablir les faits et surtout à les remettre en perspective.



20 mai 1987 : Mort à 86 ans du général Pierre Mengus.

ancien commandant du 35^e RA qu'il transforma en unité d'artillerie aéroporté en 1947 avec l'appellation « 35^e RALP » (régiment d'artillerie légère parachutiste).

Le 35^e RALP participe aux conflits de décolonisation, en Indochine où il se distingue tout particulièrement le 20 novembre 1953 en sautant sur Dien Bien Phu avec un état-major et deux batteries pour la prise de la cuvette, mais aussi en Tunisie et en Algérie. Une 6^e inscription est portée sur l'étendard AFN 1952-1962.

En 1961, le 35^e RALP devient 35^e régiment d'artillerie parachutiste (35^e RAP). Le « 35 » participe aux interventions de la France de 1962 à aujourd'hui sur le territoire national ou à l'étranger. Dans ce cadre, le régiment sera cité en Afghanistan (5^e citation à l'ordre de l'armée) et au Mali (citation à l'ordre de la 11^e BP).

